



# Parti Communiste Révolutionnaire de France



1er tour des Législatives :

## Raz-de-marée en trompe-l'œil pour la bourgeoisie

*Communiqué du Parti Communiste Révolutionnaire de France (PCRF)*

Le premier tour des élections législatives confirme l'ampleur de la crise politique grave que traverse notre pays depuis plusieurs années. On assiste à une recomposition du cadre politique, équivalente à celle de 1958.

Le parti socialiste, représentant traditionnellement la social-démocratie et le courant réformiste, sort exsangue des consultations électorales, l'essentiel de ses cadres et élus ayant rejoint La République en Marche ( en réalité « La "Réaction" en Marche »), comme cela avait été le cas en 1940 avec le ralliement à Pétain. Le PCF, s'il conservera semble-t-il quelques députés, est au bord de la disparition. Partout où La France Insoumise (LFI) a imposé ses candidats contre lui, les candidats de LFI l'ont emporté. La France Insoumise de Mélenchon ne parvient pas cependant à occuper la place du PCF ni celle du PS. La droite classique, représentée par LR, subit, elle aussi, une défaite importante. Quant au Front National, démonstration est faite que ce parti ne représente pas, pour le moment, une carte d'alternative politique pour la bourgeoisie. Il se confirme qu'il s'agit d'un épouvantail destiné à occulter les choix réels et à permettre à la grande bourgeoisie de réaliser un consensus autour des grands axes de la politique dont elle a besoin tant au niveau intérieur qu'au niveau de l'Union Européenne.

De ce point de vue, la grande bourgeoisie a incontestablement marqué des points : La « Réaction en Marche » est en passe de remporter les deux tiers des sièges. LR sera le groupe parlementaire le plus important hors de celle-ci. Il est évident que les projets antisociaux, sauvages, que prépare Macron, auront l'approbation, pour l'essentiel, du parti qui jusqu'ici représentait, et continue de représenter la grande bourgeoisie monopoliste. Cette dernière est donc représentée par deux partis que de simples nuances peuvent séparer, mais que l'essentiel unit : la défense du capitalisme et de l'impérialisme français. La composition du gouvernement est l'illustration frappante de cette réalité.

Cependant la victoire de la grande bourgeoisie est limitée ; le raz-de-marée en sièges n'a lieu que par le caractère antidémocratique du système électoral : avec 32% des exprimés, pouvoir obtenir 70% des sièges, c'est une caricature du prétendu système représentatif ! C'est l'illustration du fait que depuis 1958, la France n'est plus une démocratie bourgeoise, mais un régime présidentiel de pouvoir personnel au service exclusif des monopoles et des groupes financiers. Pire encore, les 70% de députés ne vont représenter que 15,39% des électeurs inscrits : car si aux Présidentielles, un tiers de l'électorat a refusé de choisir entre la peste et le choléra, les élections législatives sont marquées par un taux d'abstention (plus les blancs et nuls) de 53,2%, taux sans précédent à ce type d'élections depuis 1848, date des premières élections législatives au suffrage universel ! Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il

s'agit d'un raz-de-marée sans... eau ! Le mépris des commentateurs de toutes sortes ne saurait masquer que cette abstention résulte d'une attitude de classe : ce sont les milieux populaires, la classe ouvrière, qui se sont massivement abstenus, la France du travail, de la précarité et du chômage. Non pas par désintérêt ou lassitude, mais par colère ou scepticisme : au sortir de cinq ans de gestion sociale-démocrate, qui a mieux fait comprendre le caractère de parti au service de la bourgeoisie du PS, le scandaleux ralliement du PCF au vote Macron au second tour (comme celui de Martinez à la CGT), ses appels du pied aux rescapés du PS, les attermoissements de Mélenchon, leurs rivalités électorales, le fait qu'ils s'inséraient les uns comme les autres dans une perspective de gestion des affaires du capitalisme, tout cela n'était pas susceptible de mobiliser les masses populaires.

La crise politique ne se résorbe pas, elle s'approfondit sur fond de crise du capitalisme ! Sur tous les plans, la politique qui va être mise en œuvre va avoir des conséquences tragiques pour notre peuple. Plus que jamais, il faut un nouveau Parti Communiste au prolétariat, aux couches populaires, à la jeunesse.

Le 18 juin 2017 aura lieu le second tour des élections législatives. Le Parti Communiste Révolutionnaire de France appelle les travailleurs à rejeter les candidats LR, FN, LRM/MODEM et du PS, cela quel que soit le cas de figure. Pour le reste, tenant compte des situations locales, notre parti appelle à rejeter tous ceux qui de fait ont appelé à voter Macron au second tour des Présidentielles, tous ceux qui prônent l'Europe sociale au lieu de combattre l'Union Européenne du Capital, tous ceux qui ont une attitude complaisante avec les forces qui veulent notamment détruire la République arabe syrienne.

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France remercie les électeurs qui ont voté pour ses candidats. Il les appelle à le rejoindre dès maintenant pour reconstruire un Parti Communiste capable d'ouvrir une perspective révolutionnaire à notre peuple.

Au-delà, nous appelons tous ceux qui se considèrent comme communistes dans ce pays, qu'ils soient organisés ou non, membres du PCF ou l'ayant quitté, à se rencontrer pour discuter :

- de la perspective de refondation d'un parti révolutionnaire, fondant sa politique sur le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien, s'appuyant fièrement sur son histoire et sur celle du mouvement communiste international, et dont l'objectif est le renversement révolutionnaire du capitalisme et son remplacement par le socialisme-communisme !

- de l'organisation de la classe ouvrière et des masses populaires pour affronter la politique d'agression des monopoles et de leur représentant Macron.

Paris, le 12 juin 2017